

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3114

[2008/203256]

**28 AOUT 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au comité intermédiaire de concertation et aux comités de concertation de base des Services du Gouvernement wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, modifiée par les lois des 1<sup>er</sup> septembre 1980, 19 juillet 1983, 6 juillet 1989, 21 mars 1991, 20 juillet 1993 et 21 décembre 1994 et par l'arrêté royal du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984, portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, l'article 34 modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant création d'un comité intermédiaire de concertation pour ses services, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mai 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant création des comités de concertation de base pour ses services;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 fixant la composition de la délégation de l'autorité dans les comités de concertation de base pour ses services;

Vu l'avis favorable rendu par les organisations syndicales lors du Comité de concertation du 23 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 mai 2008;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De la création des comités de concertation de base*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il y a pour les Services du Gouvernement wallon dix comités de concertation de base.

Ils portent les numéros I à X.

I. Secrétariat général;

II. Direction générale transversale "Personnel et Affaires générales";

III. Direction générale transversale "Budget, Logistique et Technologie de l'information et de la communication";

IV. Direction générale opérationnelle "Routes et Bâtiments";

V. Direction générale opérationnelle "Mobilité et Voies hydrauliques";

VI. Direction générale opérationnelle "Agriculture, Ressources naturelles et Environnement";

VII. Direction générale opérationnelle "Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie";

VIII. Direction générale opérationnelle "Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé";

IX. Direction générale opérationnelle "Economie, Emploi et Recherche";

X. Direction générale opérationnelle "Fiscalité".

CHAPITRE II. — *Composition de la délégation de l'autorité dans les comités de concertation de base*

**Art. 2.** La délégation de l'autorité dans chaque comité de concertation de base créé dans les Services du Gouvernement wallon comprend, en qualité de membres effectifs, les fonctionnaires des rangs A3 et plus titulaires d'emplois compris dans le ressort du comité.

La délégation de l'autorité dans le comité de concertation de base n° VI comprend en outre le président de l'Agence wallonne de l'air et du climat.

**Art. 3.** La suppléance d'un membre effectif visé à l'article 2 est assurée par le fonctionnaire du Département ou de la Direction concerné, le plus ancien dans le grade le plus élevé.

**Art. 4.** La présidence de chaque comité de concertation de base est assurée par le fonctionnaire le plus élevé en grade du comité.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assurée par le fonctionnaire dudit comité qu'il désigne.

A défaut, ou en cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire délégué, la présidence est assurée par le fonctionnaire, membre effectif dudit comité, le plus ancien dans le grade le plus élevé.

CHAPITRE III. — *De la création d'un comité intermédiaire de concertation*

**Art. 5.** Il est créé un comité intermédiaire de concertation des Services du Gouvernement wallon, compétent pour le Ministère.

Le ressort de ce comité correspond aux ressorts des comités de concertation de base du Ministère.

**Art. 6.** Le comité intermédiaire de concertation pour les Services du Gouvernement wallon est compétent pour toutes les questions qui doivent faire l'objet d'une concertation, à l'exclusion de celles qui sont de la compétence du comité supérieur de concertation et qui sont communes à plusieurs des comités de concertation de base du Ministère.

**Art. 7.** Sans préjudice des missions confiées au comité de concertation de base, toutes les attributions qui, dans les entreprises privées, sont confiées aux comités pour la prévention et la protection au travail sont exercées par le comité intermédiaire de concertation pour les Services du Gouvernement wallon lorsque ces questions concernent plusieurs des comités de concertation de base du ministère.

**Art. 8.** La délégation de l'autorité au comité intermédiaire de concertation pour les Services du Gouvernement wallon se compose :

1° comme membres effectifs, des présidents des comités de concertation de base concernés;

2° comme membres suppléants, des suppléants des présidents des comités de concertation de base désignés conformément à l'article 4.

**Art. 9.** Le comité intermédiaire de concertation établit son règlement d'ordre intérieur.

**Art. 10.** La présidence du comité intermédiaire de concertation pour les Services du Gouvernement wallon est assurée par le directeur général de la Direction générale transversale "Personnel et Affaires générales".

Son suppléant assure, s'il échet, la présidence du comité intermédiaire de concertation pour les services du Gouvernement wallon.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** Sont abrogées les dispositions suivantes :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant création d'un comité intermédiaire de concertation pour les Services du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mai 1998;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant création des comités de concertation de base pour ses services;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 fixant la composition de la délégation de l'autorité dans les comités de concertation de base pour ses services.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 2008.

**Art. 13.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 août 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3114

[2008/203256]

#### **28. AUGUST 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich des Zwischenkonzertierungsausschusses und der Basiskonzertierungsausschüsse der Dienststellen der Wallonischen Regierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, abgeändert durch die Gesetze vom 1. September 1980, 19. Juli 1983, 6. Juli 1989, 21. März 1991, 20. Juli 1993 und 21. Juli 1994 und den Königlichen Erlass vom 10. April 1995;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, insbesondere des Artikels 34, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Dezember 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung eines Zwischenkonzertierungsausschusses für ihre Dienststellen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 1998;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 1996 zur Errichtung der Basiskonzertierungsausschüsse für ihre Dienststellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 1996 zur Festlegung der Zusammensetzung der Delegation der Behörde in den Basiskonzertierungsausschüssen für ihre Dienststellen;

Aufgrund des von den Gewerkschaftsorganisationen während der Sitzung des Konzertierungsausschusses vom 23. Mai 2008 abgegebenen günstigen Gutachtens;

Aufgrund des am 15. Mai 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Schaffung der Basiskonzertierungsausschüsse*

**Artikel 1 -** Für die Dienststellen der Wallonischen Regierung gibt es zehn Basiskonzertierungsausschüsse.

Sie tragen die Nummern I bis X.

I. Generalsekretariat;

II. Ressortübergreifende Generaldirektion "Personal und allgemeine Angelegenheiten";

III. Ressortübergreifende Generaldirektion "Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie";

IV. Operative Generaldirektion "Straßen und Gebäude";

V. Operative Generaldirektion "Mobilität und Wasserwege";

VI. Operative Generaldirektion "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt";

VII. Operative Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie";

VIII. Operative Generaldirektion "Lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit";

IX. Operative Generaldirektion "Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung";

X. Operative Generaldirektion "Steuerwesen".

KAPITEL II — *Zusammensetzung der Vertretung der Behörde in den Basiskonkzertierungsausschüssen*

**Art. 2** - Die Vertretung der Behörde in jedem in den Dienststellen der Wallonischen Regierung geschaffenen Basiskonkzertierungsausschuss umfasst als effektive Mitglieder die Beamten der Ränge A3 und höher, die Stellen innerhalb des Zuständigkeitsbereichs des Ausschusses innehaben.

Die Vertretung der Behörde im Basiskonkzertierungsausschuss Nr. VI umfasst außerdem den Präsidenten der "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur).

**Art. 3** - Die Stellvertretung eines in Artikel 2 erwähnten effektiven Mitglieds wird vom im höchsten Dienstgrad ältesten Beamten der betroffenen Abteilung oder Direktion gewährleistet.

**Art. 4** - Der Vorsitz jedes Basiskonkzertierungsausschusses wird vom Beamten geführt, der im Ausschuss den höchsten Grad hat.

Ist der Vorsitzende abwesend oder verhindert, so wird der Vorsitz von demjenigen Beamten übernommen, den er im Ausschuss bestimmt.

Mangels dessen oder wenn der beauftragte Beamte abwesend oder verhindert ist, wird der Vorsitz von dem Beamten übernommen, der ein effektives Mitglied besagten Ausschusses ist, und im höchsten Dienstgrad der Älteste ist.

KAPITEL III — *Schaffung eines Zwischenkonzertierungsausschusses*

**Art. 5** - Es wird ein für das Ministerium zuständiger Zwischenkonzertierungsausschuss der Dienststellen der Wallonischen Regierung geschaffen.

Der Zuständigkeitsbereich dieses Ausschusses entspricht den Zuständigkeitsbereichen der Basiskonkzertierungsausschüsse des Ministeriums.

**Art. 6** - Der Zwischenkonzertierungsausschuss für die Dienststellen der Wallonischen Regierung ist zuständig für alle Fragen, die Gegenstand einer Konkzertierung sein müssen, mit Ausnahme derjenigen, die in die Befugnis des hohen Konkzertierungsausschusses fallen, und die für mehrere Basiskonkzertierungsausschüsse des Ministeriums gemeinsam sind.

**Art. 7** - Unbeschadet der dem Basiskonkzertierungsausschuss anvertrauten Aufgaben, werden alle Befugnisse, die in privaten Betrieben den Ausschüssen für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz anvertraut werden, vom Zwischenkonzertierungsausschuss für die Dienststellen der Wallonischen Regierung ausgeübt, wenn es sich um Angelegenheiten handelt, die mehrere Basiskonkzertierungsausschüsse des Ministeriums betreffen.

**Art. 8** - Die Vertretung der Behörde im Zwischenkonzertierungsausschuss für die Dienststellen der Wallonischen Regierung ist wie folgt zusammengesetzt:

1° als effektive Mitglieder, die Vorsitzenden der betroffenen Basiskonkzertierungsausschüsse;

2° als stellvertretende Mitglieder, die Stellvertretenden der Vorsitzenden der gemäß Artikel 4 bestimmten Vorsitzenden der Basiskonkzertierungsausschüsse.

**Art. 9** - Der Zwischenkonzertierungsausschuss legt seine Geschäftsordnung fest.

**Art. 10** - Der Vorsitz des Zwischenkonzertierungsausschusses für die Dienststellen der Wallonischen Regierung wird vom Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion "Personal und allgemeine Angelegenheiten" geführt.

Sein Stellvertreter übernimmt gegebenenfalls den Vorsitz des Zwischenkonzertierungsausschusses für die Dienststellen der Wallonischen Regierung.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 11** - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung eines Zwischenkonzertierungsausschusses für die Dienststellen der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 1998;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 1996 zur Errichtung der Basiskonkzertierungsausschüsse für ihre Dienststellen;

3° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 1996 zur Festlegung der Zusammensetzung der Delegation der Behörde in den Basiskonkzertierungsausschüssen für ihre Dienststellen.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass wird am 1. August 2008 wirksam.

**Art. 13** - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. August 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

—————

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3114

[2008/203256]

**28 AUGUSTUS 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het tussenoverlegcomité en de basisoverlegcomités van de Diensten van de Waalse Regering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wet van 1 september 1980, 19 juli 1983, 6 juli 1989, 21 maart 1991, 20 juli 1993 en 21 december 1994 en bij het koninklijk besluit van 10 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 34 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende oprichting van een tussenoverlegcomité voor haar diensten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1996 houdende oprichting van basisoverlegcomités voor haar diensten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1996 houdende vaststelling van de samenstelling van de afvaardiging van de overheid binnen de basisoverlegcomités van haar diensten;

Gelet op het gunstige advies van de vakorganisaties, gegeven op 23 mei 2008, bij het Overlegcomité;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 mei 2008;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Oprichting van de basisoverlegcomités*

**Artikel. 1.** De Diensten van de Waalse Regering tellen tien basisoverlegcomités.

Ze dragen nummers I tot X.

I. Secretariaat-generaal;

II. Overkoepelend Directoraat-generaal "Personeel en Algemene Zaken";

III. Overkoepelend Directoraat-generaal "Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie";

IV. Operationeel Directoraat-generaal "Wegen en Gebouwen";

V. Operationeel Directoraat-generaal "Mobiliteit en Waterwegen";

VI. Operationeel Directoraat-generaal "Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

VII. Operationeel Directoraat-generaal "Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie";

VIII. Operationeel Directoraat-generaal "Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid";

IX. Operationeel Directoraat-generaal "Economie, Werk en Onderzoek";

X. Operationeel Directoraat-generaal "Fiscaliteit".

#### HOOFDSTUK II — *Samenstelling van de afvaardiging van de overheid binnen de basisoverlegcomités*

**Art. 2.** De afvaardiging van de overheid binnen elk basisoverlegcomité opgericht in de diensten van de Waalse Regering bestaat uit de ambtenaren van rang A3 en meer die als gewoon lid aangewezen worden en die titularis zijn van bedieningen die tot de bevoegdheid van het comité behoren.

De afvaardiging van de overheid binnen het basisoverlegcomité nr. VI bestaat bovendien uit de voorzitter het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat).

**Art. 3.** De opvolging van een gewoon lid bedoeld in artikel 2 wordt waargenomen door de ambtenaar van het betrokken Departement of Directoraat met de meeste anciënniteit en met de hoogste graad.

**Art. 4.** Het voorzitterschap van elk basisoverlegcomité wordt waargenomen door de ambtenaar met de hoogste graad van het comité.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter, wordt het voorzitterschap waargenomen door de ambtenaar van genoemd comité, die hij aanwijst.

Bij gebreke daarvan of bij afwezigheid of verhindering van de afgevaardigd ambtenaar wordt het voorzitterschap waargenomen door de ambtenaar met de meeste anciënniteit en met de hoogste graad, die gewoon lid is van genoemd comité.

#### HOOFDSTUK III — *Oprichting van een tussenoverlegcomité*

**Art. 5.** Er wordt een tussenoverlegcomité van de Diensten van de Waalse Regering opgericht dat voor het Ministerie bevoegd is.

Het bevoegdheidsdomein van dat comité stemt overeen met de bevoegdheidsdomeinen van de basisoverlegcomités van het Ministerie.

**Art. 6.** Het tussenoverlegcomité voor de Diensten van de Waalse Regering is bevoegd voor alle vragen die het voorwerp moeten uitmaken van een overleg, met uitzondering van degene die onder de bevoegdheid van het hoger overlegcomité vallen en die gemeen zijn aan verschillende basisoverlegcomités van het Ministerie.

**Art. 7.** Onverminderd de aan het basisoverlegcomité toevertrouwde opdrachten worden alle opdrachten die in de privéondernemingen toevertrouwd worden aan de comités voor preventie en bescherming op het werk, uitgeoefend door het tussenoverlegcomité voor de Diensten van de Waalse Regering wanneer deze vragen verschillende basisoverlegcomités van het ministerie betreffen.

**Art. 8.** De afvaardiging van de overheid binnen het tussenoverlegcomité voor de Diensten van de Waalse Regering bestaat uit :

1° de voorzitters van de betrokken basisoverlegcomités, als gewoon lid;

2° de overeenkomstig artikel 4 aangewezen plaatsvervangers van de voorzitters van de basisoverlegcomités, als plaatsvervangend lid.

**Art. 9.** Het tussenoverlegcomité maakt zijn eigen huishoudelijk reglement op.

**Art. 10.** Het voorzitterschap van het tussenoverlegcomité voor de Diensten van de Waalse Regering wordt waargenomen door de directeur-generaal van het overkoepelend Directoraat-generaal "Personeel en Algemene zaken".

In voorkomend geval neemt zijn plaatsvervanger het voorzitterschap van het tussenoverlegcomité voor de Diensten van de Waalse Regering waar.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 11.** De volgende bepalingen worden opgeheven :

1° het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende oprichting van een tussenoverlegcomité voor haar diensten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 mei 1998;

2° het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1996 houdende oprichting van basisoverlegcomités voor haar diensten;

3° het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1996 houdende vaststelling van de samenstelling van de afvaardiging van de overheid binnen de basisoverlegcomités van haar diensten.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2008.

**Art. 13.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 augustus 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2008 — 3115

[2008/203217]

**16 MAI 2008. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 32 et le programme 13 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2008**

Le Ministre-Président,

Le Ministre de la Formation,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 19 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2008, notamment l'article 41;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4<sup>e</sup> alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement aux allocations de base 52.32 et 61.32 du programme 13 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2008, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon des 28 septembre 2007, 11 octobre 2007, 18 octobre 2007 et du 25 octobre 2007 dans le cadre du "Phasing out de l'Objectif 1 - Hainaut", de l'"Objectif 2 Rural" et du "Programme d'Actions Innovatrices", à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés) :

Allocation de base 52.32.13;

Programme d'Actions Innovatrices PROMETHEE II;

Action 7.7 : Renforcer les actions de proximité des Centres de compétence dédiés aux TIC à destination des TPME et TPE par la mise en place d'action ciblées d'accompagnement aux TIC;

Projets :

Intitulé : PRO-ACTIC-PME;

Opérateur : ASBL TECHNIFUTUR;

Crédits d'engagement : 37.500,00 EUR;

Codification du projet : E PAI 1 70700 0011 D ;

Intitulé : PRO-ACTIC-PME;

Opérateur : ASBL TECHNOFUTUR TIC;

Crédits d'engagement : 38.000,00 EUR;

Codification du projet : E PAI 1 70700 0013 D ;

Intitulé : PRO-ACTIC-PME;

Opérateur : ASBL TECHOCITE;

Crédits d'engagement : 36.524,50 EUR;

Codification du projet : E PAI 1 70700 0014 D ;

Allocation de base 61.32.13;

Phasing out de l'Objectif 1 - Hainaut;

Axe 2 : Polariser la croissance par l'économie de la connaissance;

Mesure 2.4 : Infrastructures d'appui visant à l'adéquation de la qualification aux nouvelles technologies;

Intitulé : Technofutur 1 - Cepeggra;

Opérateur : FOREm;

Crédits d'engagement : 605.000,00 EUR;

Codification du projet : E P1A 1 20401 0104 D ;

Objectif 2 rural;

Axe 2 : Structurer l'espace rural;

Mesure 2.5 : Infrastructures d'appui visant l'accès à la connaissance;

Intitulé : FAD Maintenance;

Opérateur : FOREm;

Crédits d'engagement : 35.500,46 EUR;

Codification du projet : E 2RU 1 20501 0118 D,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits d'engagement à concurrence de 754 milliers d'EUR sont transférés du programme 01 de la division organique 32 au programme 13 de la division organique 11.